



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Unité Départementale du Havre**  
*Équipe Territoriale*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté du 21 AOÛT 2025** mettant en demeure la société « SAS BIOSTEAM » à Gonfreville-l'Orcher de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 24 novembre 2020 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société BIOSYNERGY ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2023 autorisant le transfert d'une autorisation d'exploiter au bénéfice de la société BIOSTEAM ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspection des installations classées faite à l'exploitant par courriel en date du 28 juillet 2025 ;
- Vu l'absence de réponse de la part de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT**

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société BIOSTEAM le 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de justifier de la surface suffisante de la parcelle de compensation au regard des attendus mentionnés à l'article 2.1.2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 susvisé ;

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société BIOSTEAM le 27 juin 2025, l'exploitant a mis à disposition le rapport de suivi de mesures écologiques du 8 novembre 2024, indiquant que la configuration de la zone ne permet pas l'aménagement d'une roselière ;

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société BIOSTEAM le 27 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la parcelle envisagée pour la compensation sur le site ne remplissait pas cette fonction ;

qu'en conséquence, il n'y a pas de parcelle de compensation sur le site de la société BIOSTEAM ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions mentionnées à l'article 2.1.2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral 24 novembre 2020 susvisé ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BIOSTEAM de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de Gonfreville-l'Orcher ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET**

La société BIOSTEAM (n°SIRET : 92156922400014), dont le siège social est situé Route des Entreprises 76600 Gonfreville-l'Orcher, est mise en demeure de respecter dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à la même adresse, les dispositions de l'article 2.1.2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 susvisé, à savoir :

« [...] Afin de compenser la perte de 82 m<sup>2</sup> de zones humides, une roselière de 100 m<sup>2</sup> minimum est aménagée au sud-ouest du site alimentée par une réserve d'eau de pluie de 3 m<sup>3</sup> minimum, permettant de maintenir un apport hydrique moyen minimum de 1 mm/j (cf annexe 2). [...] »

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Gonfreville-l'Orcher pendant une durée minimum d'un mois.

### **ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, le maire de la commune de Gonfreville-l'Orcher, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **21 AOUT 2025**

Le préfet,

**Pour le préfet et par délégation,**

**la secrétaire générale adjointe**



**Hélène HESS**